

Rapport de développement durable 2020

[Communication On Progress - Global Compact]



Sommaire

1. ENGAGEMENT DE LA DIRECTION GENERALE	4
2. INTRODUCTION	5
3. MODÈLE D’AFFAIRES	6
4. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)	9
5. DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES	10
6. RISQUES/OPPORTUNITÉS EXTRA-FINANCIERS	11
7. UNE DÉMARCHE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE ..	13
a) Un groupe engagé avec et pour ses collaborateurs	13
a. Risques extra-financiers identifiés	13
b. Notre politique sociale	13
c. Qualité de vie au travail (QVT)	14
d. Diversité	15
e. Formation et développement des compétences	16
f. Programme d’intégration	16
b) Santé et sécurité des collaborateurs	16
a. Risques extra-financiers identifiés	16
b. Notre politique HSE	17
c. Sécurité pour tous	18
d. Santé au travail	21
c) Pratiquer des achats responsables avec nos fournisseurs	22
a. Risques extra-financiers identifiés	22
b. Notre politique de relations avec nos fournisseurs	22
c. Achats responsables	22
d. Engagement sur les minerais de conflits	24
d) Éthique des affaires	25
a. Risques extra-financiers identifiés	25
b. Notre politique éthique et conformité	25
c. Contrôle de la lutte anticorruption	26
d. Lutte contre l’évasion fiscale	27
e) Changement climatique	27
a. Risques extra-financiers identifiés	27
b. Notre politique environnementale	27

c.	Vers 100 % de nos sites industriels certifiés ISO 14001	28
d.	Diminuer notre empreinte carbone	28
e.	Des bâtiments à haute performance énergétique.....	29
f.	La collecte et le tri des déchets industriels dangereux.....	30
g.	Plan de mobilité	31
f)	Impact environnemental des produits	32
a.	Risques extra-financiers identifiés	32
b.	Notre politique d'écoconception	32
c.	Substances dangereuses	33
d.	Écoconception	34
e.	Impact environnemental des produits (éco-déclaration PEP).....	35
f.	Engagement sociétal	36
8.	INDICATEURS DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIÈRE	37
9.	RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT	38

1. ENGAGEMENT DE LA DIRECTION GENERALE

Renouvellement de l'engagement du Président Directeur Général de SOCOMEC envers les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

La satisfaction de nos clients, de nos actionnaires et de nos salariés est le fondement de la stratégie de notre Groupe, dans le respect de notre environnement naturel et sociétal.

Toute notre organisation est orientée vers cette satisfaction et vise à proposer des solutions adaptées, spécifiques et innovantes dans les domaines :

- ✓ de la disponibilité,
- ✓ du contrôle,
- ✓ de la sécurité de l'énergie électrique basse tension.

Favorable à un développement pérenne et harmonieux, notre Groupe veut rester indépendant. Il s'appuie pour cela sur son actionnariat privé qui lui garantit la maîtrise de ses décisions pour une croissance rentable et créatrice de valeur à long terme.

Conscients que notre réussite passe par l'épanouissement et l'engagement de nos collaborateurs, nous privilégions des relations de travail ouvertes, responsables et engagées que notre management, formé et sensibilisé, est chargé de mettre en œuvre et de faire vivre. Nos stratégies de développement locales et internationales sont claires et partagées. Elles tiennent compte des réalités du terrain et s'adaptent toujours de façon pragmatique.

Entreprise citoyenne, nous avons l'ambition de préserver au mieux nos emplois dans nos sites historiques européens. Pour y parvenir, nous misons sur la professionnalisation et la polyvalence de nos ressources.

Créateurs d'emplois dans les pays émergents, nous contribuons au développement économique et social de ces pays, dans le respect des droits de la personne, du travail et de l'environnement.

C'est pourquoi nous avons adhéré en 2003 au « Global Compact », le pacte international des Nations Unies prenant en compte les impacts sociaux et environnementaux de la mondialisation ; Les Comités de Direction et moi-même sommes résolument engagés dans cette démarche.

Socomec renouvelle son engagement envers les 10 principes du Pacte Mondial pour l'année 2020.

Ivan STEYERT, Président Directeur Général du groupe SOCOMEC

Benfeld, le 01 avril 2021



COMMUNICATION
SUR LE PROGRÈS



Ceci est notre **Communication sur le Progrès** sur la mise en œuvre des Dix principes du **Global Compact des Nations Unies** et soutenant les objectifs des Nations Unies.

Nous apprécierions vos commentaires sur son contenu.

2. INTRODUCTION

L'indépendance du groupe Socomec garantit la maîtrise de ses décisions, dans le respect des valeurs prônées par son actionnariat familial et partagées par ses collaborateurs.

De ce fait, l'entreprise assume sa responsabilité vis-à-vis de ses actionnaires, collaborateurs, clients, partenaires, mais aussi à l'égard de la société civile et de son environnement. Le groupe Socomec exerce pleinement cette responsabilité au travers de ses engagements pour réussir un développement harmonieux et pérenne.

Chaque année Socomec fait appel à Evovadis pour évaluer ses pratiques sociales, ses actions en faveur de l'environnement, sa conduite éthique des affaires et le déploiement de critères responsables dans les achats ; Ecovadis est une agence indépendante et internationale qui évalue environ 45 000 entreprises. Socomec est passé d'une note de 48 en 2014 à 76 en 2020. Nous faisons aujourd'hui partie du top 1 % des entreprises toutes catégories.

Cette Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF) est le même document que pour la Communication on Progress demandé par le Global Compact.

La DPEF sera présentée devant le Conseil d'administration en date du 6 mai 2021 ainsi qu'en Assemblée générale du 27 juin 2021. Suite au mandat d'un Organisme Tiers Indépendant (OTI), plusieurs audits ont été menés en date des 23 mars, 6 et 15 avril 2021 sur les sites de U2 (Benfeld, France), Algodue (Italie) ainsi qu'au siège social à Benfeld (France). En fin de rapport, vous trouverez l'attestation de l'OTI sur la sincérité et la conformité des informations publiées.

Le périmètre des données est celui de Socomec Holding incluant l'ensemble de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Cependant, au vu de nos indicateurs choisis, nous nous sommes concentrés sur les sites industriels de Socomec. Le détail du périmètre choisi selon les indicateurs est précisé en fin de rapport dans la partie « indicateurs de performance extra financière ».

La Déclaration de Performance Extra-Financière 2019 n'a pas pu être vérifiée par un OTI dû au contexte sanitaire. Socomec n'a pas été en mesure d'allouer les ressources nécessaires à la réalisation de cette DPEF selon le calendrier réglementaire, ayant concentré tous ses efforts et ses moyens à la gestion de la crise sanitaire.

3. MODÈLE D'AFFAIRES

UN CONSTRUCTEUR INDÉPENDANT

CRÉATION EN
1922

3.541
COLLABORATEURS

12 SITES
INDUSTRIELS

28 FILIALES
ET IMPLANTATIONS
COMMERCIALES

QUI SOMMES-NOUS ?

« Un groupe international avec la culture et les valeurs d'une entreprise familiale »



- Qui vise une **croissance durable** dans le respect des personnes, de la société et de son environnement
- Qui, fort de son indépendance financière, investit dans ses activités sur la base d'une **vision à long terme**
- Qui revendique des valeurs fortes et partagées par l'ensemble des acteurs de l'entreprise :
Responsabilité - Ouverture - Engagement
- Qui cultive l'**innovation**, son **expertise** et ses **compétences** pour garantir la création de valeur auprès de ses clients



NOS MARCHÉS



CENTRES DE
DONNÉES



SANTÉ



INDUSTRIE



BÂTIMENTS



ÉNERGIE



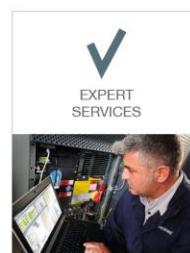
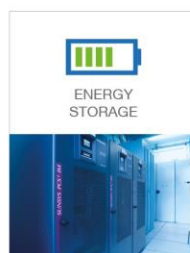
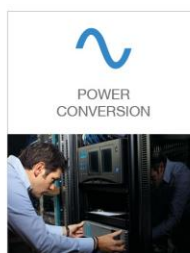
INFRA-
STRUCTURES

NOTRE MISSION

Garantir la
performance des installations électriques,
partout où elle est **critique**



NOTRE EXPERTISE: INNOVATIVE POWER SOLUTIONS





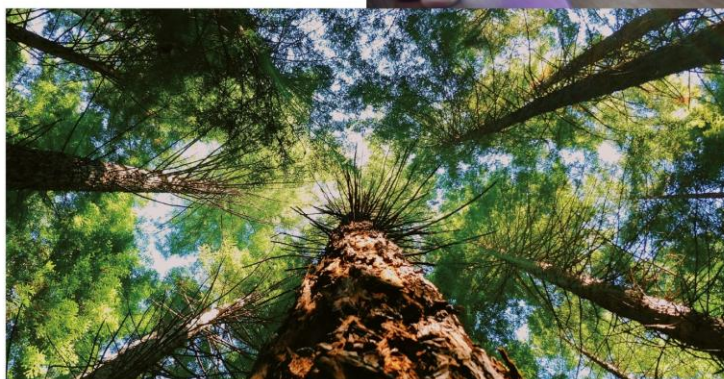
NOTRE VOCATION

« Un constructeur de biens d'équipements électriques spécialisé dans la performance énergétique des réseaux électriques basse tension »



NOTRE SAVOIR-FAIRE

« Socomec est spécialisé dans la **sécurité**, le **contrôle**, la **disponibilité**, la **continuité**, la **qualité** et l'**efficacité** des installations électriques basse tension »



NOS 3 FONDAMENTAUX



CLIENT

Placer la **satisfaction des clients** au cœur de nos activités, dans tous les secteurs de l'entreprise



INNOVATION

Investir dans l'**innovation** pour répondre aux défis d'avenir posés par la transition énergétique et la révolution digitale



PEOPLE

Développer les **talents et compétences** pour renforcer notre capacité d'innovation, notre expertise et notre performance

NOS 5 PRIORITÉS STRATÉGIQUES

- 1** Investir de façon sélective sur les **marchés à fort potentiel**, en combinant croissance organique et croissance externe
- 2** Suivre une stratégie d'**offre différenciée et compétitive**, adaptée à nos principaux marchés
- 3** Développer la **culture de la performance** : Management, Leadership, Organisation
- 4** Accélérer la **transformation numérique** dans tous les secteurs de l'entreprise
- 5** Faire évoluer nos **business models** : Distribution, Services, Systèmes et Solutions, Partenariats & Alliances



NOTRE ENGAGEMENT

WE SUPPORT

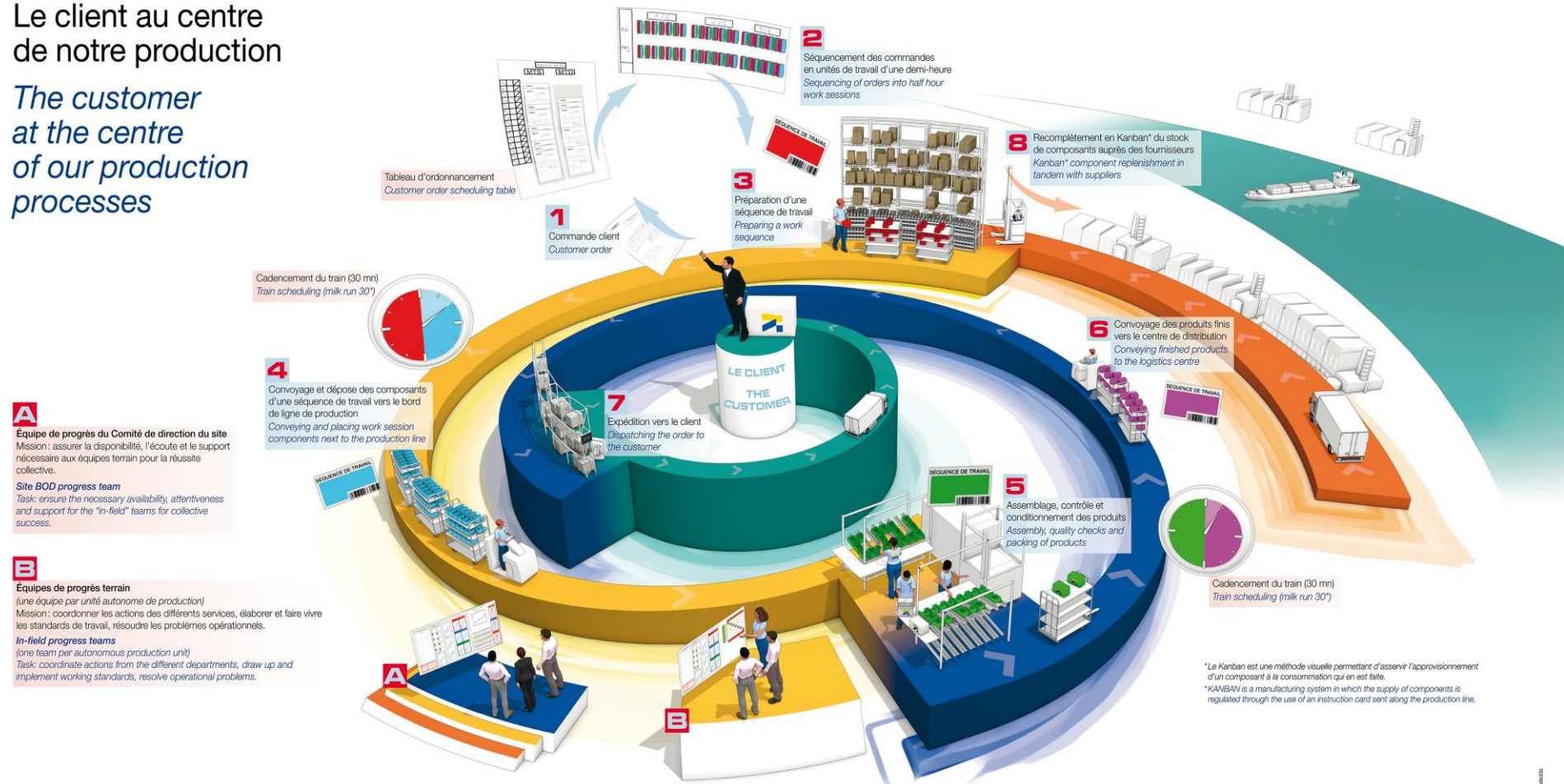


Membre adhérent au Global Compact depuis 2003

SOCOMEK “PULL MANAGEMENT SYSTEM”

Le client au centre de notre production

*The customer
at the centre
of our production
processes*



4. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Socomec s'engage à contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD) - conformément à l'appel mondial lancé par les Nations Unies à agir d'ici 2030 - pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète, faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité, etc.

A travers ses activités et enjeux clés pour le développement durable (Protection de l'environnement, Ecoconception, Santé et sécurité, Éthique et conditions de travail), notre Groupe contribue plus particulièrement aux Objectifs de Développement Durable suivants :

SOCOMEC S'ENGAGE POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Les objectifs en couleurs sont ceux visés en priorité par Socomec

5. DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES



6. RISQUES/OPPORTUNITÉS EXTRA-FINANCIERS

Méthodologie

Le groupe Socomec actualise chaque année sa cartographie des risques. Celle-ci couvre l'ensemble de la chaîne de valeur du groupe. Chaque département identifie les risques liés à son activité, puis ces risques sont ensuite regroupés et hiérarchisés au sein d'une cartographie.

À partir de cette matrice, la Direction du développement durable a identifié six risques extra-financiers principaux (détaillés dans le tableau ci-dessous) : achats responsables, santé et sécurité au travail, éthique des affaires, impact environnemental produit, engagement des collaborateurs, changement climatique.

Domaine	Risque/opportunités identifiés	Impact du risque	Indicateurs
Achats responsables Pratiques sociales et environnementales des fournisseurs et sous-traitants	Pratiques douteuses chez les sous-traitants (pratiques sociales et environnementales), non-conformité de composants et prestations par rapport aux normes, législations, non-respect de règles éthiques, rupture d'approvisionnement, de matières premières et d'offre produits, défaut qualité de produits, contrefaçon de produits, défaillance d'un partenaire stratégique	Mauvaise image de l'entreprise et des produits, difficulté à attirer et retenir les talents	Pourcentage de chiffre d'affaires couvert par des fournisseurs signataires du code de conduite
			Pourcentage de fournisseurs adhérents au Global Compact
			Pourcentage de fournisseurs avec certification environnement ISO 14001
Hygiène, Sécurité, Environnement Santé et sécurité des collaborateurs	Mauvaises conditions de travail	Conflit social, accident de travail, maladie professionnelle, apparition de Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) et Risques Psycho-Sociaux (RPS), climat social dégradé, difficulté de recrutement, démission des employés	Taux de fréquence des accidents du travail
			Taux de gravité des accidents du travail

Domaine	Risque/opportunités identifiés	Impact du risque	Indicateurs
Éthique des affaires Lutte contre la corruption	Actes de corruption, conflits d'intérêts, trafic d'influence, pratiques anticoncurrentielles, paiement de facilitation	Atteinte à la réputation et pérennité de Socomec (perte de CA, difficultés à trouver des ressources humaines pour rejoindre le groupe, difficultés à trouver des partenaires), fuites d'informations (atteinte à la confidentialité des données), perte d'attractivité de Socomec	<i>(Futur indicateur pour 2021)</i> Pourcentage de collaborateurs ayant réalisé notre module de formation sur l'éthique et la conformité
Produits Impact environnemental des produits (déchets, écoconception)	Non-conformité de composants et prestations par rapport aux normes, législations, raréfaction des matières premières	Difficulté d'accès à certains marchés, déficit d'innovation, mauvaise image de l'entreprise et des produits, difficulté à attirer et retenir les talents	Nombre de gammes couvertes par des éco-déclarations PEP ecopassport
Social Engagement des collaborateurs	Mauvaises conditions de travail, manque d'écoute, inégalité dans les offres d'opportunités, discrimination	Incapacité à attirer et retenir les talents sur le marché du travail, démotivation chez les collaborateurs	Taux d'absentéisme Index égalité femmes/hommes
Changement climatique Énergie Déchet	Changement climatique, pollution, destruction de la biodiversité	Impacts sur la réputation, coûts financiers liés à des amendes, impacts juridiques Coûts énergétiques supplémentaires	Taux de valorisation des déchets Pourcentage de production d'énergie photovoltaïque par rapport à la consommation électrique totale Pourcentage de sites industriels certifiés ISO 14001

7. UNE DÉMARCHE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE

a) Un groupe engagé avec et pour ses collaborateurs

a. Risques extra-financiers identifiés

Les conditions de travail matérielles ou relationnelles, perçues comme défaillantes, peuvent inciter certains collaborateurs à quitter l'entreprise. Les facteurs de risques sont les suivants :

- mauvaises conditions de travail (rythme, horaire, autonomie et délégation, relations de travail...) ou manque de modernité de ces conditions de travail,
- manque d'écoute et prise en compte insuffisante des aspirations professionnelles, en particulier en matière de développement de compétences et de prises de responsabilités,
- communication et accès à l'information défaillants,
- insuffisante prise en compte des besoins quotidiens, des contrariétés et autres soucis, qui amènent une lassitude.

b. Notre politique sociale

Attachée à un contrat social équitable et ouvert à toutes les cultures sans discrimination, Socomec s'engage à :

- Instaurer des relations de travail favorisant l'initiative et l'engagement des collaborateurs :
 - par un management contractuel développant l'intelligence relationnelle,
 - par l'amélioration continue des organisations et des méthodes de travail,
 - par l'association du personnel à la réussite de l'entreprise.
- Valoriser les ressources humaines en maximisant l'employabilité des personnes :
 - par une politique de formation ambitieuse,
 - par une gestion des compétences motivante.
- Respecter les personnes, leurs conditions de travail, leur sécurité et leurs droits partout où nous sommes implantés :
 - par une politique de sécurité/santé vigilante,
 - par un dialogue social ouvert et constructif,
 - par l'égalité des chances pour tous les collaborateurs.

c. Qualité de vie au travail (QVT)

Depuis sa création, Socomec fait du bien-être de ses collaborateurs une de ses priorités. En effet, plusieurs accords collectifs se sont succédés sur la réduction du temps de travail, la gestion des emplois et des parcours professionnels, le dialogue social, la parentalité, le télétravail, la conciliation vie professionnelle / vie personnelle et l'égalité femme/homme, etc. Socomec et les partenaires sociaux développent ces thématiques au sein de l'entreprise pour aider les collaborateurs à trouver un équilibre de vie¹.

Socomec a toujours encouragé les collaborateurs dans leurs pratiques sportives, culturelles et artistiques.

C'est le Comité Social et Economique (CSE) qui soutient de nombreuses associations internes animées grâce à l'engagement des collaborateurs : ils peuvent exercer leurs passions entre midi et quatorze heures, profiter d'une vraie pause et rencontrer des collègues appartenant à d'autres services. Socomec a mis à disposition le « Relais des Energies », un bâtiment équipé de plusieurs salles permettant à ces groupes de sportifs, mélomanes, jardiniers, etc. d'exercer leur loisir préféré.

Le groupe est à l'écoute de ses collaborateurs et organise régulièrement des enquêtes afin de collecter les opinions de chacun et améliorer les pratiques en interne.

Socomec SAS France a privilégié le principe de l'expérimentation participative, que cela soit sur des thèmes tels que les horaires en atelier ou le télétravail. Avant de mettre en place de manière pérenne un dispositif, une négociation s'ouvre pour définir l'accord cadrant l'expérimentation. Cela permet d'impliquer les salariés, de tenir compte de leurs retours d'expériences, etc.

Ces démarches sont particulièrement développées en France. Néanmoins, la réflexion sur la QVT fait l'objet d'initiatives locales afin de développer les meilleures opportunités, tenant compte des aspirations, de la culture ou encore des possibilités légales, dans tous les pays où est implanté le groupe.

La politique de télétravail de Socomec SAS France permet aux collaborateurs de poser 24 jours de télétravail par an.

Objectif 2021 : Suite à la pandémie mondiale (covid19), la politique télétravail va être redéfinie en accord avec les instances déléguées en concertation avec les partenaires sociaux.

Dans les sites industriels, différents processus permettent d'améliorer la qualité de vie au travail et de lutter contre l'absentéisme :

- processus d'accueil dédiés aux nouveaux collaborateurs (journée de bienvenue, accueil sécurité, livret d'intégration, parcours onboarding)
- prise en compte des contre-indications médicales,
- ergonomie déployée sur les postes de travail et améliorée continuellement (éclairage adapté, extracteur d'air, tapis antifatigue...),
- sensibilisation portant sur l'ergonomie et la prévention du risque TMS
- organisation de cellules d'écoute permanentes,
- travail sur la polyvalence,

1. Le dialogue social n'a pas été identifié par Socomec comme un des principaux risques extra-financiers ; ce domaine n'a donc pas été audité. Cependant, le groupe met un point d'honneur à développer continuellement les relations avec ses Instances représentatives du personnel (IRP). En 2020, sept accords collectifs ont été signés.

- systèmes de pause adaptés aux besoins,
- entretiens suite à une absence.

d. Diversité

En France, une Commission « Qualité de Vie au Travail » (QVT) établit un plan d'action annuel lié à l'accord égalité femme/homme et qualité de vie au travail. Dans ce cadre, elle participe à l'organisation d'événements comme la semaine dédiée à la conciliation vie privée / vie professionnelle dans un passé récent.

La France a également signé la Charte de la Diversité en s'engageant sur une démarche volontariste, afin de déployer des actions concrètes et progresser par des pratiques innovantes. Au-delà de la gestion des Ressources Humaines, la diversité irrigue toutes les activités de l'organisation en associant l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires. Faisant du management inclusif et respectueux des différences individuelles un levier de cohésion et de bien-être au travail, la diversité est source de performance économique et sociale.

Concernant le recrutement le Groupe a rédigé une charte qui a pour objectif de définir les principes déontologiques et méthodologiques que s'engagent à respecter nos équipes de recrutement ainsi que tout intervenant extérieur susceptible de mener tout ou partie d'un recrutement pour le compte de Socomec : sélection de candidatures, évaluation de candidats et traitement des réponses...

Nos équipes de recrutement sont formées à la lutte contre la discrimination et ont notamment pour objectif de lutter contre les préjugés et stéréotypes.

Egalité Femmes/Hommes

Depuis 2019, le gouvernement français demande à toutes les entreprises (de + de 1000 salariés) de calculer et publier leur index égalité Femme/Homme (F/H).

Pour l'année 2020, le groupe a obtenu 87/100 (périmètre Socomec SAS France). Cette note ainsi que le plan d'action négocié avec les partenaires sociaux, lors des discussions sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail nous poussent à poursuivre nos efforts en la matière.

Les 5 critères de progression retenus dans l'accord pour l'égalité F/H:

- Avoir une gestion non discriminatoire des rémunérations,
- Développer la mixité des métiers, notamment avec des plans d'action au niveau du recrutement,
- Accompagner la parentalité et améliorer la conciliation entre vie privée et vie professionnelle (obligation d'augmentation s'appliquant aux salariées revenant de congé maternité),
- Améliorer les conditions de travail,
- Garantir l'égal accès à la promotion professionnelle (représentation des deux sexes dans les 10 + fortes rémunérations).

La représentation des deux sexes dans les plus hauts postes à responsabilité du groupe a été formellement identifiée comme un axe d'amélioration majeur.

Inclusion des jeunes

Socomec a à cœur d'attirer les jeunes générations afin de favoriser le travail intergénérationnel et d'accueillir la créativité et l'innovation au sein de son Groupe.

Socomec SAS France favorise la découverte des métiers dans l'industrie par :

- l'organisation de visites sur site,
- la présentation de nos métiers auprès d'écoles dans le cadre de forums ou salons de recrutements,
- l'accueil de stagiaires (dont stages de découverte de 3ème et de réinsertion professionnelle) et alternants.

Depuis plusieurs années, Socomec a obtenu le Label Happy Trainees ; ce classement valorise les sociétés qui soignent l'accueil, l'accompagnement et le management auprès de leurs stagiaires et alternants.

e. Formation et développement des compétences

Socomec cultive le développement de compétences de ses talents via quatre axes :

- une offre de formation lisible, orientée « métier ». Passer d'une offre de formation exclusivement technique à des cursus orientés « Métier » ou « Managers », développant toutes les compétences nécessaires à l'activité (technique, marché, outils, comportemental...),
- des méthodes pédagogiques nouvelles. Passer d'un enseignement classique en présentiel à une approche mixte (digital/présentiel) ; développer de nouvelles méthodes pédagogiques : moments de partage du savoir, jeu (serious game), classes virtuelles, hackathon, tutorat, suivi longitudinal ou diversification des contenus (videocast, tutoriel, e-learning, podcast...),
- l'apprenant au cœur du dispositif. Cibler les profils et les compétences cibles, évaluer les compétences des experts, les aider à se développer tout au long de l'année, leur permettre de développer l'auto-apprentissage, leur offrir des environnements présentiels conviviaux et digitaux de grande qualité, être accompagnés par leur manager dans le développement de leurs compétences,
- la formation pour tous. Délivrer des formations dans toutes les filiales et pour tous les collaborateurs.

f. Programme d'intégration

Pour tout nouvel arrivant, le groupe déploie une expérience d'accueil systématique, appelée « programme Onboarding Experience » : le nouveau collaborateur bénéficie, au cours des premiers mois, de rendez-vous de formations (pour la plupart en e-learning), de rencontres et de visites. Chaque nouveau collaborateur peut ainsi acquérir le même niveau fondamental de connaissances et d'attitudes pour devenir un membre impliqué du groupe.

b) Santé et sécurité des collaborateurs

a. Risques extra-financiers identifiés

Au sein du groupe Socomec, les principaux dangers pour la santé et la sécurité sont liés à la circulation routière ou d'engins, à l'électricité et à la manutention manuelle ou mécanique.

Les indicateurs du groupe (taux de fréquence et taux de gravité des accidents du travail) sont inférieurs aux chiffres de la profession et la recherche d'amélioration est constante.

Afin d'évaluer plus finement les sites industriels, une grille a été créée sur le modèle de l'outil GP SST de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - analyse des accidents du travail et des maladies professionnelles, - vérifications périodiques et maintenance des équipements, - attitude de l'entreprise vis-à-vis des sous-traitants, - attitude de l'entreprise vis-à-vis des travailleurs temporaires, - préparation et organisation du travail, - santé au travail, - réalisation et mise à jour de l'évaluation des risques | <ul style="list-style-type: none"> professionnels (EvRP) et du plan d'action, - programme de formation et compétences sauveteur et secouriste du travail (S&ST), - responsabilités, communication et implication des salariés, - pratiques managériales de prévention, - maîtrise du risque incendie, - état général des bâtiments. |
|---|---|

b. Notre politique HSE

Le groupe Socomec respecte rigoureusement les exigences réglementaires et les attentes de ses différentes parties prenantes. La politique Santé, sécurité et environnement est adaptée aux risques et largement diffusée.

Notre objectif est d'évaluer les risques et de prévenir tout accident du travail.

Cette politique précise les objectifs et moyens mis en œuvre :

Le respect des exigences légales repose sur la veille réglementaire trimestrielle (sécurité, bâtiments, énergie et environnement) et le suivi des plans d'action associés en partenariat avec toutes les parties intéressées.

Le plan HSE est défini, mis en œuvre, actualisé et diffusé annuellement. Il est basé sur les exigences légales et autres exigences auxquelles le groupe doit se conformer, ainsi que sur les risques et pistes d'amélioration identifiés.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels est régulièrement mis à jour et le plan d'action associé quotidiennement suivi. Cette évaluation prend en compte les risques existants dans les locaux et ceux induits par l'activité de travail des salariés amenés à se déplacer sur d'autres sites.

En lien avec le service qualité, les processus HSE sont formalisés et mis à jour en fonction des besoins.

La gestion opérationnelle et des situations d'urgence :

- chaque responsable met en œuvre les règles liées à la sécurité et à l'environnement avec pour appui un service de chargés de sécurité,
- les procédures et consignes de sécurité sont largement diffusées,
- une procédure de gestion de crise est en place : les situations d'urgence potentielles ainsi que les moyens pour y répondre sont identifiés,
- le groupe a mis en place des procédures HSE avec des documents associés, comme par exemple : l'accueil sécurité au poste de travail, la gestion des produits chimiques, l'acquisition d'un nouvel équipement de travail, les consignes d'alerte et de secours, la gestion des

équipements de protection individuelle, l'évaluation des risques, la sécurité électrique et la gestion des déchets,

- des plans de prévention sont réalisés lorsque des entreprises extérieures interviennent dans les locaux du groupe. Et les protocoles transporteurs sont régulièrement mis à jour,
- des formations à la sécurité sont organisées avec le service formation : sensibilisation au risque chimique, conduite des gerbeurs, habilitations électriques...

Mesures et actions correctives :

- mesure de la performance HSE et évaluation via le suivi des indicateurs HSE,
- audits HSE au sein des sites Socomec mais également sur les chantiers des clients, et traitement en partenariat avec les différents pilotes des plans d'action associés. Ces audits font l'objet de plans d'action dont l'avancement est vérifié lors des réunions des chargés de sécurité.
- analyse des accidents et incidents et traitement en partenariat avec les différents pilotes des plans d'action associés,

Information et sensibilisation des collaborateurs tout au long de l'année, notamment via un reporting sécurité mensuel.

c. Sécurité pour tous

Le plan d'action sécurité est mis en œuvre via des comités de pilotage trimestriels :

- Industrial operations,
- Service apres-vente,
- Laboratoires.

Nous avons également des plateformes d'échanges avec les différentes filiales, afin de partager nos bonnes pratiques et nos expériences, mais également les difficultés que nous rencontrons. Ainsi, nous identifions chaque année les actions Santé, Sécurité et Environnement à mener en priorité.

Prévention des accidents du travail et des presque accidents

Sur les sites industriels alsaciens, les accidents et presque accidents sont traités via une plateforme bimensuelle, sur le terrain. Les presque accidents sont autant d'opportunités de travailler à empêcher la survenance d'un vrai accident – nous souhaitons en détecter le plus possible. L'un des objectifs de cette approche est de promouvoir la démarche de déclaration et de rendre visibles les actions menées. Cela permet également de renforcer le suivi des actions et de s'assurer que ces dernières suppriment ou réduisent le risque au maximum. Cette action doit être étendue progressivement aux autres sites industriels.

Dans certains cas, les accidents du travail survenus dans d'autres entreprises partenaires sont également analysés, afin d'anticiper au maximum le risque d'accident.

En partenariat avec des membres de la CSSCT et des collaborateurs, l'offre des EPI (Equipements de Protection Individuelle) mis à disposition des personnels des sites français est régulièrement renouvelée.

En 2020, nous avons implémenté un nouvel outil de gestion des chaussures de sécurité, vêtements de confort et des vêtements de travail afin de simplifier le process de commande de ces matériels.

Nous renforçons continuellement les vérifications périodiques et non périodiques sur nos sites. En 2020, nous avons notamment renforcé le contrôle annuel des équipements de protection collective dédiés à la prévention du risque électrique et des gants d'électricien.

Formations sécurité

Socomec accorde une place primordiale à la sensibilisation et à la formation à la sécurité de ses collaborateurs.

La « formation sécurité nouvel embauché » se déroule en deux temps :

- formation sécurité au poste de travail, dès l'arrivée du nouvel embauché,
- formation « notions de base en sécurité » sous format e-learning proposée au nouvel embauché.

Des parcours spécifiques adaptés aux différents métiers ont été créés.

Ces parcours e-learning sont notamment composés des modules « réglementation et bonnes pratiques », « acteurs de la sécurité », « risques professionnels et moyens de prévention », « ergonomie, troubles musculo-squelettiques (TMS) et manutention manuelle », « savoir réagir de façon adaptée en cas d'urgence », « identifier les règles et bonnes pratiques au niveau environnemental », etc.

Par exemple, des modules de « visites virtuelles », dédiés à la sensibilisation au risque électrique, ont été mis en place pour les personnes ayant certaines habilitations électriques. L'objectif de cette démarche est notamment d'augmenter la fréquence de sensibilisation au risque électrique des salariés ayant une habilitation électrique.

Des programmes de formation sont lancés tous les ans (en fonction des besoins) :

En 2020, 9 programmes de formation à la sécurité ont été lancés :

- Notions de base en sécurité (formation à la sécurité dédiée aux nouveaux embauchés)
- Habilitations électriques (intégrant notamment de nouveaux modules sous forme de visites virtuelles à 360°) / Travaux sous tension
- Sauveteur Secouriste du Travail (SST)
- Engins de levage à conducteurs portés
- Conduite de ponts roulants
- Formations pour le personnel intervenant sur sites nucléaires et chimiques
- HUET (Helicopter Underwater Escape Training)
- Travaux en hauteur
- Formations / sensibilisations internes : ergonomie, utilisation des gerbeurs...

Réduction des risques professionnels

• Risque chimique

Nous mettons régulièrement à jour notre inventaire des produits chimiques et travaillons avec un prestataire sur la mise à jour des Fiches de Données de Sécurité (FDS).

Nous avons notamment pour objectif de substituer les produits chimiques dangereux qui peuvent l'être et de réduire au maximum le nombre de références de produits chimiques utilisés sur nos sites.

• Incendie

Notre évaluation du risque incendie des sites alsaciens a été actualisée en 2019. Nous organisons régulièrement des manœuvres incendie sur les sites alsaciens avec les services de secours extérieurs. Ces exercices permettent de repérer des axes d'amélioration en matière de sécurité incendie.

En 2020, nous avons poursuivi le déploiement des plans d'actions dédiés à la réduction du risque ATmosphère EXplosive (ATEX) et au risque « batteries Lithium ».

• Risques liés aux champs électromagnétiques

Nous avons mené en 2020 une campagne de mesure des champs électromagnétiques à Huttenheim / Benfeld (champs générés par une antenne de téléphonie mobile, par des aimants et par certains équipements de travail).

• Risques machines et équipements

Nous avons finalisé en 2019 la phase 1 du projet de mise en conformité de notre parc « machines & équipements ». Cette phase consistait à effectuer une cartographie complète du parc intégrant notamment les informations suivantes : déclaration CE, notice d'instruction, plans et schémas, rapport de vérification...

En 2020, nous avons démarré la phase 2 du projet de mise en conformité de notre parc « machines & équipements ».

Principaux objectifs 2021 :

- Déploiement d'un plan d'actions visant le développement de la culture de sécurité,
- Mise à disposition de nouveaux vêtements multirisques pour le service après-ventes et autres services concernés sur le périmètre France.
- Mise en œuvre de la phase 2 du projet de mise en conformité des équipements et machines sur nos sites industriels alsaciens : cette phase consiste à mettre en conformité plus de 80 de nos équipements,
- Etat des lieux de la conformité des équipements du laboratoire,
- Lancement du chantier de réduction du risque « travail isolé » et refonte de la procédure associée,
- Finalisation du workflow d'introduction des produits chimiques,
- Mesures de l'exposition à des agents chimiques dangereux,
- Suivi des plans de prévention et protocoles de sécurité,
- Amélioration du système de suivi des plans de prévention des agences France,
- Mise à jour des évaluations des risques et mis en œuvre d'audits HSE dans les différentes filiales.

d. Santé au travail

Ergonomie

Le plan d'action ergonomie est suivi par le comité de pilotage trimestriel « industrial operations » et est décliné sur chaque site industriel.

Dans le cadre du projet industriel Socomec Pull Management System (SPMS), une sensibilisation à la sécurité, à l'ergonomie et à l'environnement a été lancée pour les collaborateurs ouvriers des sites de production tunisien et alsaciens.

L'ergonomie des postes de travail a été cartographiée sur les sites industriels alsaciens. Cette démarche a également été lancée sur le site tunisien.

Les budgets « conditions de travail » équipements et bâtiments sont régulièrement suivis.

Une action a été conduite afin de soulager et réduire les troubles musculo-squelettiques : les collaborateurs en production et à la supply chain des sites alsaciens peuvent bénéficier de soins shiatsu. Des bracelets épicondyliens sont également à leur disposition.

Un plan d'amélioration de l'ergonomie des postes de travail a été établi. La campagne d'information sur les addictions sera également poursuivie.

Risques psychosociaux (RPS)

Depuis 2015, Socomec s'est lancée dans une démarche de prévention contre les RPS afin de diminuer les sources de risques et d'accompagner les personnes en souffrance. Cette dernière se décline en trois axes :

- prémunir à la source pour réduire, voire éliminer les facteurs de RPS,
- sensibiliser l'encadrement à la détection des RPS,
- traiter rapidement les situations critiques.

Le COPIL RPS a établi un plan d'action en partenariat avec le CHSCT, la Direction et le cabinet DeFacto, qui a mené le diagnostic. Une note de synthèse et le plan d'action détaillé ont été transmis en novembre 2017 à l'ensemble des collaborateurs France. 34 % des actions identifiées ont été réalisées.

Par ailleurs, deux initiatives ont été mises en œuvre :

- un guide des ressources mobilisables chez Socomec et à l'extérieur, pour faire face aux situations de souffrance liées aux RPS et gérer les situations à risque,
- une procédure qui peut être engagée par un salarié s'estimant victime d'une telle situation, ou par un tiers estimant être témoin d'une situation répondant à la définition de violence au travail.

Objectif 2021 : poursuite du déploiement du plan de prévention des RPS.

- Mise à jour du « document unique » RPS
- Déploiement du plan d'actions : lancement d'une formation sous format e-learning

c) Pratiquer des achats responsables avec nos fournisseurs

a. Risques extra-financiers identifiés

Socomec souhaite établir des relations solides avec ses partenaires afin d'éviter toutes pratiques douteuses (pratiques sociales et environnementales) chez les sous-traitants.

Mettre en place une filière d'achats responsables nous permet de limiter notre impact environnemental et d'assurer le respect des droits humains dans notre chaîne de valeur

b. Notre politique de relations avec nos fournisseurs

Le développement durable constitue un des quatre piliers principaux de la politique achat du groupe Socomec. Privilégier des fournisseurs responsables et engagés ainsi que des matières premières écoresponsables fait partie des objectifs du département achats du groupe.

c. Achats responsables

La code de conduite Socomec

Chaque nouveau fournisseur doit signer le « code de conduite » de Socomec ou à défaut avoir son propre code de conduite en accord avec les codes de conduite Socomec. Il s'engage à en respecter les principes sociétaux : transparence, conditions de travail, droits humains, protection de l'environnement, achats durables et pratiques commerciales justes et équitables. Éditée en 2019, ce document exprime les attentes du groupe vis-à-vis de ses partenaires fournisseurs et les accompagne dans une démarche commune de progrès en matière de développement durable.

Les fournisseurs et partenaires s'engagent à respecter les principes fondamentaux suivants :

- être ouverts et transparents sur leur politique sociale et environnementale,
- respecter les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), les principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les principes du Pacte mondial et les faire respecter par leurs propres sous-traitants,
- accepter l'éventualité de recevoir des auditeurs, internes ou externes, mandatés par le groupe Socomec afin de vérifier l'application de la présente charte et, le cas échéant, de mettre en œuvre des mesures correctives,
- mettre en place des actions visant à se rapprocher des meilleures pratiques en termes de réglementations sociales et environnementales.

Objectif 2021 : Socomec s'est engagé à faire signer le code de conduite à tous ses clients et fournisseurs de produit ou de prestation pour couvrir 80% du chiffre d'affaires Achats.

La « Charte des relations fournisseurs responsables »

En 2016, Socomec a souhaité aller plus loin dans ses relations avec ses fournisseurs. Le groupe est devenu signataire de la « Charte des relations fournisseurs responsables ». Élaborée conjointement par la Médiation du crédit et la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (CDAF), elle incite les grands donneurs d'ordres à mettre en place une démarche de progrès vis-à-vis de leurs fournisseurs et notamment des petites et moyennes entreprises.

Socomec a choisi d'appliquer ces bonnes pratiques. Avec ses fournisseurs, elle exerce sa responsabilité dans un cadre de confiance réciproque et du respect mutuel de ces droits et devoirs respectifs :

- assurer une équité financière à l'ensemble de ses fournisseurs,
- favoriser la collaboration entre grands donneurs d'ordres et fournisseurs stratégiques,
- réduire les risques de dépendances réciproques entre donneurs d'ordres et fournisseurs,
- impliquer les grands donneurs d'ordres dans leur filière,
- apprécier le coût total de l'achat,
- intégrer la problématique environnementale,
- veiller à la responsabilité territoriale de son entreprise,
- veiller à ce que la fonction achat pilote globalement la relation fournisseurs,
- fixer une politique cohérente de rémunération des acheteurs.

Évaluations

La Direction des achats demande à ses nouveaux fournisseurs de remplir un questionnaire d'information relatif à l'organisation de leur entreprise. Ce dernier aborde plusieurs domaines :

- ressources humaines et responsabilité sociale,
- droits de l'homme : travail des enfants, travail forcé,
- référentiel sociétal (Global Compact, EcoVadis, ISO 26000, ISO 14001),
- environnement : norme ISO 14001/50001, économie d'énergie, gestion des déchets, etc.

Suite à cela et afin d'affiner le choix du partenaire, un audit sur le site du fournisseur a lieu afin de vérifier la véracité des informations.

Enfin, le groupe a commencé à réaliser un audit auprès de certains fournisseurs tous les 2 ans pour s'assurer d'être toujours en accord avec leurs valeurs et leurs organisations.

En 2018, Socomec a mis en place un outil d'évaluation de ses clients et fournisseurs afin d'améliorer son sourcing et de maîtriser ses risques. La plateforme « Business Partner Integrity » sonde en continu l'ensemble des partenaires stratégiques du groupe sur leur implication dans divers faits discriminatoires. Un Comité a été constitué pour suivre ces évaluations et gérer les cas où le fournisseur s'avérerait non conforme.

Sensibilisation des acheteurs

Tous les nouveaux collaborateurs acheteurs sont sensibilisés dès leur arrivée à la politique d'achats durables de Socomec. Ils signent la « Charte des relations fournisseurs responsables » et prennent connaissance du code de conduite.

Achats écoresponsables

Une majeure partie des achats de cuivre du groupe est réalisée avec de la matière première recyclée : cela économise du CO₂ et apporte ainsi une vraie plus-value environnementale. Nous utilisons également du plastique recyclé dans certains de nos produits.

d. Engagement sur les minerais de conflits

Au même titre que les gouvernements, les ONG et de nombreuses entreprises, Socomec condamne les violations des droits de l'homme qui perdurent en République démocratique du Congo et dans les pays limitrophes. Dans cette région d'Afrique, certains minéraux sont utilisés pour produire des métaux comme l'étain, le tantale, le tungstène et l'or, fréquemment utilisés dans la composition des produits électriques et électroniques. Ces minéraux sont souvent extraits dans des conditions de violence extrême et de non-respect de l'environnement. Ils peuvent également financer, directement ou indirectement, des groupes armés engagés dans la guerre civile.

Depuis 2010, la loi américaine « Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act », ou « loi sur les minéraux de conflits », impose aux entreprises enregistrées auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis de déclarer chaque année si elles ont, ou non, utilisé des minéraux originaires de cette région d'Afrique. De son côté, la réglementation européenne sur les approvisionnements en minéraux propose un programme basé sur le volontariat et l'auto-évaluation, en s'appuyant sur un processus de vérification mené par les importateurs de ces minéraux dans l'Union européenne.

Socomec ne se procure pas de minéraux directement auprès des mines et des fonderies. Néanmoins, dans le respect des législations et des droits de l'homme et conformément aux attentes de ses clients, le groupe demande à ses fournisseurs directs de :

- se conformer aux réglementations existantes et de fournir toutes les déclarations nécessaires. Les équipes achats de Socomec mettent fin aux partenariats avec les fournisseurs ne respectant pas ces obligations,
- s'approvisionner auprès de fournisseurs responsables, ayant eux-mêmes une politique d'approvisionnement sans minéraux issus des zones de conflits. Socomec demande à ses principaux fournisseurs de signer sa politique d'approvisionnement sans minéraux issus des zones de conflits.

En 2020, le groupe a renouvelé sa demande de conformité auprès de tous ses fournisseurs concernés par les approvisionnements responsables en minéraux. Les partenaires ont en effet signé de nouveau la charte des approvisionnements responsables en minéraux du groupe.

d) Éthique des affaires

a. Risques extra-financiers identifiés

Le risque principal identifié par le groupe réside dans les pratiques des affaires influencées par des actes de corruption, conflits d'intérêts, trafics d'influence, pratiques anticoncurrentielles, paiements de facilitation. Ces risques peuvent avoir différents impacts : atteinte à la réputation de Socomec et donc à sa pérennité (perte de chiffre d'affaires, difficultés à trouver des ressources humaines ou des partenaires), fuites d'informations (atteinte à la confidentialité des données).

b. Notre politique éthique et conformité

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale et environnementale, Socomec s'engage à promouvoir un comportement éthique rigoureux au sein de ses organisations et envers ses partenaires. Les règles de bonne conduite édictées s'appuient sur les valeurs prônées par l'actionnariat familial : l'ouverture, l'engagement et la responsabilité.

Respect des droits fondamentaux

Le groupe Socomec reconnaît et respecte les principes fondamentaux édictés par les textes de référence, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Pacte mondial des Nations unies et les principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ainsi, dans tous les pays où il est implanté, le groupe Socomec :

- proscrit toute forme de travail forcé ou obligatoire,
- interdit le travail des enfants et la discrimination basée sur l'âge, la race, le sexe, la nationalité, la religion ou les opinions,
- reconnaît la liberté syndicale et le droit de négociation collective,
- œuvre pour l'amélioration des conditions de travail et la prévention des accidents et des risques sur la santé de ses collaborateurs,
- et lutte contre toute forme de harcèlement au travail.

Le groupe s'engage à être vigilant quant à l'évolution des réglementations nationales et internationales et à promouvoir le respect du droit dans sa sphère d'influence, et notamment auprès de ses fournisseurs et partenaires.

Comportement environnemental responsable

La prévention des risques environnementaux est une préoccupation croissante au sein du groupe Socomec et se répercute :

- sur des solutions prioritairement tournées vers l'efficacité énergétique des installations de ses clients et la promotion des énergies renouvelables,
- sur la réduction de l'impact environnemental de ses activités industrielles et tertiaires et l'optimisation de son empreinte carbone,
- sur la sensibilisation et l'information de ses salariés en matière de protection de l'environnement.

Pratiques équitables et loyales

En cohérence avec ses engagements et ses valeurs, la politique éthique du groupe Socomec repose sur les principes et les pratiques suivantes :

- une gouvernance ouverte intégrant des considérations sociales, sociétales et environnementales dans ses prises de décision et en assurant une communication régulière,
- un dialogue social constructif et franc avec les représentants élus du personnel,
- l'équité de traitement de chaque employé, dans le cadre de son évolution professionnelle et salariale, basée sur l'évaluation objective des performances obtenues, des compétences acquises et des aptitudes développées dans l'exercice de ses missions,
- des pratiques de management fondées sur des relations contractuelles et collaboratives, favorisant l'initiative et l'engagement des collaborateurs et respectueuses des personnes et de leurs différences,
- un devoir de réserve de chaque employé, qui s'interdit de nuire à la réputation du groupe par des prises de position critiques ou diffamatoires via des médias ou des réseaux sociaux,
- le respect de la confidentialité obligeant la société à respecter la vie privée de ses employés et engageant ceux-ci à ne pas divulguer à l'extérieur de l'entreprise des informations confidentielles sur Socomec, ses clients, fournisseurs et partenaires,
- la reconnaissance d'une concurrence libre et ouverte, essentielle au développement des économies nationales et respectueuse du droit des consommateurs. De plus, dans le cadre de ses activités promotionnelles et commerciales, Socomec s'interdit toute critique erronée préjudiciable à la réputation de ses concurrents,
- le rejet de toute forme de corruption. À ce titre, les pratiques commerciales interdisent tous paiements illicites. De plus, les invitations, cadeaux d'affaires et autres avantages divers sont de valeur raisonnable et ne sont tolérés que dans la mesure où ils ne donnent lieu à aucune contrepartie infondée. Ces faveurs doivent en outre être connues et approuvées par le responsable hiérarchique du collaborateur concerné,
- la prévention des conflits d'intérêts dans les relations avec les fournisseurs et partenaires externes. Ces relations ne doivent pas être influencées, ou susceptibles de l'être, par des intérêts personnels, au détriment évident de ceux du groupe,
- le respect de la propriété intellectuelle, notamment en matière de brevets, de marques, de droits d'auteur et de créations diverses.

c. Contrôle de la lutte anticorruption

Socomec applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et d'autres pratiques commerciales contraires à l'éthique. Dès 2017, le groupe a mis en place de nouvelles mesures de prévention contre les risques de corruption, conflits d'intérêts, pratiques anticoncurrentielles, trafics d'influence et paiements de facilitation.

Chaque année notre cartographie des risques de corruption est actualisée, destinée à identifier, analyser et hiérarchiser les menaces d'exposition du groupe à des sollicitations externes aux fins de corruption.

En 2018, l'outil « Business Partner Integrity » a été mis en place et sonde en continu l'ensemble des partenaires stratégiques du groupe sur leur implication dans divers faits discriminatoires. Un Comité a également été constitué pour suivre ces évaluations et gérer les cas où le fournisseur s'avérerait non conforme,

En 2019, un code de conduite bâti sur des lignes directrices précises fixant les règles d'intégrité, de respect des règles et des personnes a été annexé au règlement intérieur de Socomec. Un code de conduite externe a également été édité et ajouté aux conditions générales de vente à destination des partenaires.

La même année un dispositif d'alerte a également été mis en place, favorisant le recueil des signalements, émanant des collaborateurs ou des partenaires, relatifs à l'existence de conduites ou de situations qui menaceraient l'intérêt général de Socomec : corruption, conflit d'intérêts, falsification de documents, manipulation de comptabilité et d'audit, vol, fraude, détournement de fonds, travail des enfants, travail forcé, traite des êtres humains, santé et sécurité, pollution environnementale, harcèlement, discrimination.

Enfin en 2020, le Groupe a déployé un dispositif de formation destiné aux collaborateurs sur la politique éthique de Socomec.

Objectif 2021 : continuer la formation e-learning des collaborateurs Socomec dans le Groupe.

Gouvernance

Le comité s'engage à des revues régulières pour vérifier si le groupe atteint ses engagements et pour identifier les améliorations éventuelles. Il est composé des Directions des ventes, industrie, achats, ressources humaines, juridique, finances et communication et développement durable. Le Bureau a nommé quatre référents éthique et conformité : ils sont chargés de traiter les alertes reçues et de mener les investigations correspondantes.

d. Lutte contre l'évasion fiscale

Le groupe n'a pas identifié l'évasion et la fraude fiscale comme un risque ; en effet, nous ne recherchons pas l'optimisation fiscale (par exemple : localisation de profit taxable dans des fiscalités avantageuses).

La gestion de la fiscalité est centralisée, elle suit les règles de l'OCDE en termes de prix de transfert. Le groupe s'appuie sur des benchmarks de sociétés à activités équivalentes pour calibrer le montant/pourcentage de profits laissés localement.

e) Changement climatique

a. Risques extra-financiers identifiés

En matière d'environnement, le groupe Socomec identifie deux risques principaux : aggraver les changements climatiques et générer de nouvelles pollutions.

b. Notre politique environnementale

Afin de contribuer à la préservation des ressources naturelles, le groupe Socomec s'engage à :

- Promouvoir l'efficacité énergétique dans sa sphère d'activité :
 - en réduisant la facture énergétique de ses clients,

- en diversifiant son offre dans le secteur des énergies renouvelables,
 - en équipant ses sites industriels et commerciaux d'installations solaires.
- Réduire ses impacts environnementaux et son bilan carbone :
 - en certifiant ses sites industriels ISO 14001,
 - en optimisant la consommation d'énergie de ses sites industriels et commerciaux,
 - en pratiquant une gestion rigoureuse de ses déchets industriels et bureautiques,
 - en générant des éco-déclarations sur le cycle de vie de ses produits.

c. Vers 100 % de nos sites industriels certifiés ISO 14001

Socomec souhaite certifier la totalité de ses sites industriels ISO 14001. Objectif : définir et maintenir une gouvernance environnementale forte au sein de ces derniers, afin d'améliorer leur performance environnementale. Les sites sont audités chaque année ; ils doivent évaluer leurs risques environnementaux et mettre en œuvre une stratégie pour y répondre.

Les thématiques étudiées sont les suivantes : consommations énergétiques, déchets produits, émissions de CO₂, etc.

Les entités déjà certifiées ISO de Socomec sont :

- six sites industriels certifiés ISO 14001 (deux en France, deux en Chine, un en Italie et un au Canada) sur douze sites au total ; 50 % de nos sites sont certifiés ISO 14001
- deux filiales commerciales certifiées ISO 14001 (une en Espagne et une au Portugal),
- un site industriel certifié ISO 50001 (en France).

Sur les sites français, le Service Conseil Inspection Maintenance (CIM) a récemment obtenu la certification MASE (Manuel d'amélioration sécurité - santé - environnement des entreprises). Ce système de management garantit durablement la sécurité, la santé des salariés et la protection de l'environnement (SSE). Cette certification est imposée par certains clients pour la réalisation des activités de maintenance et de dépannage.

Nous analysons régulièrement les risques environnementaux et les mesures de prévention à mettre en œuvre dans le cadre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

En 2020, nous avons notamment mené les actions ci-dessous :

Site industriel en France (TCT) :

- Démarrage d'une étude visant le remplacement d'un vernis par un vernis sans solvant,
- Démarrage d'une étude visant la réimplantation des machines générant des rejets atmosphériques. Objectif : regrouper ces équipements dans une même zone pour optimiser la réduction des rejets.

Site industriel en Tunisie :

- Réduction de la consommation d'eau (arrosage, restaurant d'entreprise...) : récupération de l'eau de pluie pour certaines activités...,
- Sensibilisation du personnel (utilisation de l'éclairage, des ordinateurs, des machines...).

Site industriel en Inde (SHP) : planter des arbres sur le site et redéfinir les espaces verts.

d. Diminuer notre empreinte carbone

Notre dernier bilan carbone a été calculé en 2019 sur un périmètre Groupe. Socomec s'est intéressé aux 4 postes qui émettaient le plus de CO2 à savoir le fret, les achats de matières premières, les consommations énergétiques et les consommations électriques des produits vendus aux clients.

Objectif 2021 : élaborer une stratégie climat afin de diminuer notre empreinte carbone.

e. Des bâtiments à haute performance énergétique

Socomec veut contribuer à la construction d'une économie bas carbone : le groupe privilégie les bâtiments à haute performance énergétique, les énergies renouvelables et toutes les actions contribuant aux économies d'énergie.

Toutes les nouvelles constructions sont des bâtiments à haute performance énergétique. Ils respectent les critères suivants (Réglementation thermique 2012) :

- limitation de la consommation d'énergie dans les différents usages : éclairage LED, détection de présence et de luminosité, capteurs, climatisation...,
- meilleure isolation des murs, vitrages, toitures, nouveaux matériaux afin de réduire les besoins de chauffage,
- développement d'équipements décentralisés pour la production d'électricité, de chauffage et d'eau chaude utilisant des énergies renouvelables, comme le photovoltaïque ou les pompes à chaleur eau/eau,
- utilisation de technologies telles que compteur intelligent, brise-soleil, rideaux extérieurs se déroulant suivant la course du soleil.

Socomec travaille également sur la rénovation de ses anciens bâtiments afin qu'ils répondent, eux aussi, à ces critères environnementaux : isolation, éclairage LED avec détection de présence (bureaux, lieux communs, sanitaires) et de luminosité (bureaux, salles de réunion), système de chauffage...

L'une des actions menées en 2019 consistait à améliorer l'isolation thermique du bâtiment de l'usine TIMELEC, en Tunisie.

Trois sites industriels (deux en France et un en Italie) sont équipés de panneaux photovoltaïques. Ces sites produisent 438 MWh d'énergie solaire. Notre production d'énergie solaire représente 4 % de la consommation électrique totale de Socomec.

Plusieurs chantiers d'installations de panneaux photovoltaïques sont en cours, notamment sur les sites industriels français et tunisien.

En 2012, Socomec a commencé à installer des compteurs pour mesurer en temps réel la consommation, l'adapter en conséquence et ainsi contribuer à réduire sa production globale d'électricité. En 2018, le groupe a poursuivi son objectif d'installer un compteur par bâtiment. La même année, Socomec a installé sur un de ses sites français un des produits de sa gamme « power monitoring » : il analyse les consommations énergétiques et surveille les paramètres électriques de la qualité de l'énergie. Ce démonstrateur industriel permettra de mieux concevoir les futures applications dédiées à l'optimisation, la disponibilité et la sécurité de l'énergie électrique.

En 2020, nous avons notamment mené les actions ci-dessous :

Site industriel en Italie : remplacement d'un onduleur UPS par un nouvel onduleur UPS Green Power (économie d'énergie optimale grâce à un rendement élevé + durée de vie des batteries plus élevées).

Site industriel en Tunisie : amélioration de l'isolation thermique du bâtiment.

En 2021, notre roadmap comprend les actions ci-dessous :

Site industriel en Tunisie :

Actions de réduction de la consommation d'électricité : suivi des consommations, analyse des écarts, changement des luminaires (LED).

Site industriel en France (TCT) : remplacement des tubes fluorescents par des lampes LED.

Site industriel en Italie : remplacement des éclairages extérieurs par des éclairages LED.

f. La collecte et le tri des déchets industriels dangereux

Notre procédure de gestion des déchets définit les règles à respecter dès la production et le stockage de ces déchets, jusqu'à leur enlèvement pour traitement et élimination.

Chaque déchet produit au sein de l'entreprise est sous la responsabilité de Socomec jusqu'à son élimination définitive.

Les déchets industriels dangereux générés par Socomec (huiles usées, liquides aqueux de nettoyage, batteries, etc.) sont stockés, évacués et valorisés en respectant la réglementation et les pratiques en vigueur.

Les collaborateurs sont sensibilisés depuis de nombreuses années au tri des déchets et aux règles de stockage associées.

Les bonnes pratiques sont régulièrement rappelées par :

- des affichages à côté des bennes,
- des mails d'information en cas de non-respect des consignes de tri des déchets,
- la mise à disposition de rétentions pour le stockage des produits dangereux,
- des modules de sensibilisation dédiés aux collaborateurs et aux prestataires.

Le groupe s'assure que le transport de déchets dangereux ne génère pas de risque de pollution. À cette fin, un audit annuel est organisé sur les sites alsaciens.

Nous menons tous les ans des actions associées au traitement de l'ensemble des familles de déchets :

Sites industriels en France :

- Projet de déménagement et de réaménagement de la déchetterie du site de Benfeld. Ce réaménagement intègre également la refonte des flux de déchets : ces flux, cadrés et simplifiés permettront d'améliorer le tri des déchets, en limitant de façon importante le risque d'erreur.
- Réduction du stockage de déchets dangereux sur nos sites alsaciens grâce à une évacuation plus fréquente de ces déchets : des consignes de tri sont régulièrement rappelées aux services utilisateurs.

- Remise en place du tri du film plastique d'emballage sur le site d'Huttenheim en septembre 2020 suite à l'arrêt de tri en 2019 lors de la fermeture de l'Asie à l'import de déchets plastiques.
- Suivi du registre des déchets à TCT avec pour objectif de démarrer une étude de réduction des déchets.

Sites industriels en Asie :

- Refonte du process de gestion des batteries usagées afin d'améliorer leur recyclage (site SUE en Chine).
- Refonte du process d'élimination des déchets électroniques (DEEE) et des huiles conformément à la législation locale (site SHP en Inde).

Site industriel en Tunisie :

- Démarrage du projet de compostage des bio-déchets.

Principaux objectifs 2021 :

Sites industriels en France :

- Audit des prestataires qui gèrent les déchets des sites alsaciens.
- Remise en place du tri du film plastique d'emballage sur le site de Benfeld.
- Mise en place de nouvelles filières pour les déchets plastiques (telles que les bouteilles en plastiques et les matières thermoudurcissables) produits sur nos sites alsaciens.
- Intégration d'une nouvelle machine au moulage, à TCT, permettant de supprimer les opérations de purge et donc, de réduire de plusieurs centaines de kilos la consommation de résine.
- Amélioration de l'identification des contenants de déchets dangereux afin d'améliorer le tri à la source.

Agences localisées en France :

- Limiter le nombre de sous-traitants qui gèrent nos déchets afin d'en faciliter le suivi.
- Poursuivre la démarche de suivi des déchets produits par nos clients : rédaction d'un processus de suivi et de recyclage de nos déchets.
- Réflexion autour des déchets générés par les techniciens en home office.

Site industriel en Tunisie :

- Diminution de la consommation de papiers d'impression.
- Poursuite des actions de sensibilisation "tri des déchets".
- Finalisation du projet de compostage des déchets générés par le restaurant d'entreprise.

g. Plan de mobilité

Depuis 2019, Socomec met à disposition quatre vélos à assistance électrique pour faciliter les déplacements intersites de ses collaborateurs alsaciens.

Dans le but de :

- gagner du temps dans les déplacements et pour se garer,
- participer concrètement à sa démarche de réduction de CO²,
- encourager les collaborateurs à pratiquer une activité physique.

Les collaborateurs ont parcourus 820 kilomètres. Autant de kilomètres non parcourus en voiture, soit une économie de 100 kilogrammes d'équivalent CO2.

f) Impact environnemental des produits

a. Risques extra-financiers identifiés

Socomec, dans ses différents processus de production, s'expose à un risque de non-conformité de ses produits et de ses prestations par rapport aux normes issues de la législation. Et cela peut provoquer des réactions en chaîne : difficultés d'accès à certains marchés, déficit d'innovation, mauvaise image de l'entreprise et de ses produits, complexité à attirer les talents, à motiver et fidéliser les collaborateurs de plus en plus sensibles aux enjeux environnementaux.

b. Notre politique d'écoconception

Socomec développe des solutions innovantes prioritairement tournées vers la performance énergétique des réseaux basse tension : le groupe aide ses clients à concevoir des installations moins gourmandes en énergie, mieux gérées et plus respectueuses de l'environnement. Depuis quelques années, Socomec diversifie son offre dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le groupe Socomec a ainsi pour objectif de :

- Respecter les exigences réglementaires et normatives environnementales applicables à ses produits.
- Fournir sur demande à ses clients une information produit sur la performance environnementale, notamment via des Profils environnementaux produits (PEP) ou des éco-déclarations conformes aux référentiels en vigueur, dont la norme ISO 14025.
- Augmenter progressivement la part de produits éco conçus et se préparer ainsi à l'intégration de l'écoconception dans le périmètre de certification de la norme ISO 14001.
- Stimuler l'innovation et l'adhésion des salariés par l'intégration de l'écoconception dans les processus.
- Assurer la pérennité et le contrôle des prix de revient des produits Socomec par le choix, dès leur conception, de matériaux et de composants d'avenir et le recours à des achats écoresponsables.
- Promouvoir la fiabilité et la comparabilité des données environnementales dans le secteur des équipements électriques et électroniques en participant activement aux travaux de normalisation des instances professionnelles.
- Établir des stratégies d'écoconception pertinentes anticipant les besoins prioritaires de nos clients. Cela se traduit par la fixation d'objectifs d'amélioration de notre performance environnementale selon les trois axes suivants :
 - des produits sains, en limitant l'utilisation de substances dangereuses,
 - des produits économes, en améliorant leur efficacité énergétique et matière,
 - des produits recyclables, en anticipant leur fin de vie.

c. Substances dangereuses

Prioritairement tourné vers le développement de solutions innovantes et respectueuses de la santé humaine et de l'environnement, le groupe Socomec a pour objectif de :

- limiter l'utilisation des substances dangereuses le plus en amont possible dans la conception de ses nouveaux produits,
- surveiller ses approvisionnements, afin d'anticiper les restrictions de certaines substances potentiellement imposées par des réglementations futures et ainsi pérenniser son offre.

Notre politique vis-à-vis des substances dangereuses vise quatre objectifs :

- Respecter et anticiper de manière volontariste les réglementations « Restriction of Hazardous Substances » (RoHS) et « Registration, Evaluation, Authorization and restriction of CHemicals » (REACH) :
 - concevoir la plupart de nos nouveaux produits en conformité avec les réglementations européennes et internationales en matière de limitation des substances dangereuses, et notamment le chrome hexavalent, le mercure, le cadmium, le plomb, le PBB et le PBDE, même lorsque ces règlements ne concernent pas directement nos produits,
 - privilégier des matériaux et des composants ne contenant pas de substances extrêmement préoccupantes au titre de la réglementation REACH.
- Effectuer une veille permanente pour :
 - identifier au plus tôt les évolutions réglementaires ou normatives et leurs impacts sur nos produits, et ainsi pérenniser l'offre de Socomec,
 - stimuler l'innovation technologique en intégrant notre politique substances dangereuses au programme plus global d'écoconception du groupe Socomec.
- Accompagner fournisseurs et partenaires :
 - Socomec entend sensibiliser ses fournisseurs et partenaires aux réglementations substances de plus en plus nombreuses, complexes et contraignantes, en leur fournissant le support nécessaire à l'identification de ces nouvelles obligations.
- Fournir à nos clients :
 - les meilleures informations disponibles et les plus pertinentes quant à la présence éventuelle de substances dans nos solutions,
 - des solutions intégrables dans des installations elles-mêmes soumises aux réglementations sur les substances dangereuses.

Dans le cadre de la législation relative aux substances dangereuses, la Directive européenne RoHS est entrée en vigueur en juillet 2019. Elle demande aux entreprises du secteur électrique et électronique une conformité de leurs produits aux exigences de limitation du plomb, du chrome hexavalent, du cadmium, du mercure et de deux retardateurs de flamme bromés. Cette directive prévoit également une restriction des phtalates (d'autres substances dangereuses) selon un amendement à la Directive RoHS de 2015.

Afin de répondre à ces réglementations, Socomec anticipe depuis de nombreuses années l'absence et la substitution des substances dangereuses dans la conception de ses produits. Par ailleurs, le groupe s'est rapproché en 2018 d'un prestataire spécialisé dans les substances dangereuses afin de sensibiliser ses fournisseurs au respect de ces nouvelles réglementations. Une attention particulière a été portée sur l'absence de phtalates dans ses approvisionnements.

Socomec va également au-delà de la réglementation en limitant volontairement, quand cela est possible, certaines substances toxiques non réglementées à ce jour, telles que les composés halogénés ou phosphorés et le PVC.

d. Écoconception

Recyclage et valorisation

Le groupe Socomec est concerné par la Directive européenne Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE 2012/19/EU) : il l'applique et anticipe ses futures évolutions.

Une responsabilité partagée

Arrivés en fin de vie, nos produits deviennent des DEEE : ils contiennent des composants pouvant avoir un impact sur l'environnement, tout en présentant un fort potentiel de valorisation des matières qui les composent.

Compte tenu de la forte croissance des DEEE au sein de l'Union européenne, la Directive DEEE 2012/19/EU responsabilise les fabricants, mais aussi les importateurs, distributeurs, utilisateurs finaux... Dès lors que les équipements arrivent en fin de vie, les différents acteurs doivent respecter les obligations suivantes :

- faciliter le recyclage et la valorisation des DEEE par la conception des produits initiaux, leur réemploi et leur démantèlement ; marquer les produits ; s'assurer que les utilisateurs obtiennent les informations nécessaires sur le démantèlement et les systèmes de reprise et de collecte mis à leur disposition, ainsi que sur leur rôle dans le recyclage et les autres formes de valorisation des DEEE,
- mettre en place et financer des filières de recyclage respectueuses de l'environnement.

Les objectifs de Socomec

Pour limiter ses impacts environnementaux et garantir à ses clients une gestion responsable des équipements électriques et électroniques en fin de vie, le groupe Socomec s'engage à poursuivre les objectifs suivants :

- augmenter la recyclabilité de ses nouveaux produits, par l'écoconception, en respectant et en anticipant les réglementations européennes et internationales REACH et RoHS en matière de limitation des substances dangereuses,
- fournir sur demande, à ses clients et aux opérateurs de traitement, une information sur le recyclage des installations électriques en fin de vie respectueux de l'environnement, par des instructions listant le bilan matières et localisant les composants nécessitant un traitement spécifique,
- déployer le marquage sur ses produits, en accord avec la norme européenne EN 50419, pour une généralisation de la collecte sélective des DEEE.

Fiche de démantèlement produit

La réglementation impose aux constructeurs de fournir aux clients ou aux recycleurs, dès lors qu'ils le demandent, des fiches informant sur la composition des produits et les points d'attention à respecter lors du démantèlement des produits en fin de cycle de vie. Socomec a fait le choix de mettre les fiches de démantèlement à disposition de ses clients sur demande pour l'ensemble de ses principaux produits.

Socomec a participé à la création d'une filière de collecte et de recyclage

En Europe, avant l'entrée en vigueur de la Directive DEEE, il appartenait aux détenteurs des produits usagés d'en organiser la collecte et le recyclage. La Directive DEEE demande à présent aux producteurs des équipements d'organiser et de financer les filières de recyclage des produits. En France, Socomec a été volontaire pour contribuer à la création d'une nouvelle filière de recyclage des produits électriques professionnels, en collaboration avec d'autres constructeurs et l'organisme de recyclage Eco-systèmes. En effet, les produits électriques et électroniques professionnels étant très spécifiques, aucune filière n'existait jusqu'à maintenant pour les traiter lors de leur fin de vie.

Socomec mène également des actions hors de France, dans les pays où ses produits sont commercialisés. En Europe, les filiales ont toutes été sensibilisées et accompagnées pour mettre en place un plan d'action de recyclage des produits en fin de vie. Hors Europe, Socomec a réalisé un mapping réglementaire.

Enfin, Socomec marque ses produits du logo « poubelle barrée », selon la norme EN 50419, afin d'inciter les clients à ne pas jeter les produits électroniques et électriques avec les ordures ménagères et de les orienter vers les filières spécifiques professionnelles prévues à cet effet.

e. Impact environnemental des produits (éco-déclaration PEP)

Éco-déclaration PEP (Profil environnemental produit)

Afin de maîtriser l'impact environnemental de ses produits et pour répondre à la forte demande de ses clients, Socomec travaille depuis bientôt dix ans sur des éco-déclarations décrivant les caractéristiques et les impacts environnementaux de ses produits. Depuis 2011, Socomec adhère à l'éco-organisme PEP ecopassport, association dont la mission est de développer au plan international un programme de référence pour déclarer les impacts environnementaux des produits électriques, électroniques et de génie climatique.

Un Profil environnemental produit (PEP) est un outil d'éco-déclaration : il permet de qualifier les performances environnementales des produits de manière objective et fiable, afin d'éclairer le choix des clients et des prescripteurs de manière loyale et raisonnée, conformément à la règle internationale ISO 14025. Ces fiches déclaratives sont certifiées par PEP ecopassport.

La réalisation de ce PEP intègre les différents impacts environnementaux tout au long du cycle de vie du produit : composition matière des produits, fabrication, transports utilisés, consommation énergétique, fin de vie, conformément à la norme internationale ISO 14040.

Socomec recense aujourd'hui vingt-cinq gammes de produits couvertes par des éco-déclarations PEP ecopassport. La majorité des gammes de produits est couverte par une éco-déclaration PEP ecopassport.

Objectif 2021 : augmenter le nombre de produits couverts par des PEP

f. Engagement sociétal

Socomec entend soutenir les acteurs locaux, transmettre son expertise et attirer de nouveaux talents. Ainsi, depuis 2017, le groupe intervient à L'École catholique d'arts et métiers Strasbourg-Europe (ECAM) dans le cadre d'un module sur l'Écoconception.

Socomec préside également le groupe de travail « Sustainability » du CEMEP UPS (European Committee of Manufacturers of Electrical Machines and Power Electronics) qui est le syndicat professionnel de fabricants d'ASI. Ses missions sont de surveiller les initiatives environnementales mondiales impactant le secteur des ASI et de définir des positions pour la profession et les utilisateurs.

Enfin, dans le cadre de son implication dans l'économie circulaire, Socomec est membre du Comité de normalisation français. Celui-ci contribue à la définition des futures normes européennes encadrant l'économie circulaire pour les produits électriques : recyclabilité, réparabilité, maintenabilité.

8. INDICATEURS DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIÈRE

Domaines	Indicateurs	Résultats 2020
Achats responsables <i>(fournisseurs couvrant 73 % du chiffre d'affaires de Socomec)</i>	Pourcentage de chiffre d'affaires couvert par des fournisseurs signataires du code de conduite	56 %
Hygiène, Sécurité, Environnement <i>Périmètre : hors filiales commerciales mondiales</i>	Taux de fréquence des accidents du travail	6,16 %
	Taux de gravité des accidents du travail	0,29 %
Produits	Nombre de gammes couvertes par des éco-déclarations PEP ecopassport	25
Social <i>Périmètre : hors filiales commerciales mondiales et site de production chinois SUKE</i>	Taux d'absentéisme	3 %
Environnement <i>Périmètre : hors filiales commerciales et hors site de production américain CCS pour les déchets</i>	Taux de valorisation des déchets	73 %
	Pourcentage de production d'énergie photovoltaïque par rapport à la consommation électrique totale	4 %
	Pourcentage de sites industriels certifiés ISO 14001	50 %

9. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT



EY & Associés
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Socomec Holding

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière

A l'Assemblée Générale de la société Socomec Holding,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1681 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr) et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de votre société (ci-après « entité »), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2020 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra-financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du Code de commerce ;



- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ni sur la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225-1 et suivants du Code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et à la norme internationale ISAE 3000¹ :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce en matière sociale et environnementale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 du Code de commerce lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2° alinéa du III de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et

¹ ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information



- corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe 1. Pour certains risques : achats responsables, éco-conception des produits et lutte contre la corruption, nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante, pour les autres risques, des travaux ont été menés au niveau de l'entité consolidante et dans une sélection d'entités listées ci-après : le site d'Algodue (Italie) et l'Usine 2 de Benfeld (France) ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 du Code de commerce avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices listées ci-dessus et couvrent entre 15 % et 27 % des données consolidées sélectionnées pour ces tests (15 % des effectifs et 27 % des consommations d'énergie) ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre décembre 2020 et mai 2021 pour une durée totale d'intervention de six semaines.

Nous avons mené des entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions achats, développement durable, facility management, éco-conception, santé sécurité et environnement.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.



Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du Code de commerce, nous formulons les commentaires suivants :


- Concernant le risque lié au changement climatique la politique, les plans d'action et les indicateurs clés de performance ne sont ni formalisés ni pilotés par le groupe.
- La majorité des indicateurs couvre un périmètre partiel, notamment ceux liés à l'environnement (les principaux sites de production représentant 67 % des effectifs consolidés), l'absentéisme (72 % des effectifs consolidés) et la santé sécurité (74 % des effectifs consolidés).
- Les méthodologies de calcul des indicateurs publiés ne sont pas formalisées au sein d'un protocole de reporting groupe.

Paris-La Défense, le 6 mai 2021

L'Organisme Tiers Indépendant
EY & Associés



Laurent Vitse
Associé



Christophe Schmeitzky
Associé, Développement Durable



Annexe 1 : informations considérées comme les plus importantes

Informations sociales	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
Taux de fréquence des accidents du travail (Nb / milliers d'heures travaillées). Taux de gravité des accidents du travail (Nb / milliers d'heures travaillées). Taux d'absentéisme (%).	La santé et la sécurité des collaborateurs. L'engagement des collaborateurs.
Informations environnementales	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
Nombre de gammes couvertes par des éco-déclarations PEP Ecopassport. Taux de valorisation des déchets des sites industriels (%). Part de production d'énergie photovoltaïque par rapport à la consommation électrique totale (%). Part de sites industriels certifiés ISO 14001 (%).	L'éco-conception des produits. Les mesures d'amélioration de la performance énergétique. La gestion des déchets.
Informations sociétales	
Informations quantitatives (incluant les indicateurs clé de performance)	Informations qualitatives (actions ou résultats)
Part du chiffre d'affaires couvert par des fournisseurs signataires du code de conduite de Socomec (%).	Les pratiques sociales et environnementales des fournisseurs et des sous-traitants. La lutte contre la corruption.